

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 32 Juin 2006

Hasard des urnes, sort du monde

Le sort des peuples, le sort du monde, tient parfois à peu de choses.

2002, en France. Le hasard des urnes (un camp un peu plus divisé que l'autre) place en deuxième position un tribun démagogue, qui, heureusement, se fait massivement rejeter au deuxième tour. Mais pour cinq ans, c'est une droite dure, cynique, capable de tous les coups, qui revient au pouvoir. Etait-ce vraiment ce que le peuple souhaitait ? C'est sans doute ce caractère aléatoire, de tirage au sort, pour désigner le Président de la République, qui est la plus grave critique que l'on puisse faire à la Constitution.

2000, aux Etats-Unis. L'élection du Président se joue à un cheveu. Il faut recompter les voix. C'est Georges W. Bush qui est déclaré vainqueur. Et depuis, la main sur le cœur, il sème la haine dans le monde entier. Afghanistan, Irak... La politique menée conduit à un retour en force de l'obscurantisme et du fanatisme religieux, et à des tensions internationales exacerbées.

Le sort du monde eût-il été le même si Al Gore l'avait emporté ?

On ne refait pas l'histoire. Mais, à l'inverse de Georges W. Bush, l'homme des lobbies pétroliers, Al Gore est conscient de l'un des enjeux les plus dramatiques de notre temps, le **réchauffement climatique**, et il y consacre tous ses efforts. « Il y a urgence. Les meilleurs scientifiques disent que nous avons sans doute dix ans avant le point de non-retour – que la fonte des glaces des pôles et du Groenland devienne incontrôlable. **Dans toutes les campagnes électorales, dans le monde entier, ce problème devrait être à l'ordre du jour.** Je suis optimiste : l'ouragan Katrina et d'autres manifestations, que les scientifiques annoncent depuis longtemps comme des conséquences du réchauffement global, font que des millions de gens ont pris conscience du problème ».

Pourquoi, lui demande-t-on, avoir choisi de faire un film (« une vérité qui dérange », qu'Al Gore est venu présenter au festival de Cannes) ? « **Le cinéma est la forme d'expression d'élection de notre culture. La télévision a étouffé le débat.** Aux Etats-Unis, elle est aux mains de quelques grandes sociétés, et les programmes de divertissement se sont infiltrés dans les émissions d'information. Les idées révolutionnaires ne sont pas bien reçues à la télévision, et les films sont l'une des manières de passer ce mur, de proposer quelque chose d'autre que l'information pasteurisée ».

Oui, en France aussi, ce mur existe, et il faut le briser.

Car il est vrai que **les civilisations sont mortelles**. *Le Monde* 2 du 20 mai donne des exemples éclairants de civilisations (maya, viking du Groenland, indiens Anazasis, empire khmer d'Angkor Vat, ...) qui ont disparu faute d'avoir respecté leur environnement...

Saurons-nous réagir avant qu'il soit trop tard ?

Bonnes nouvelles

Il y a quand même parfois de bonnes émissions à la télévision, qui donnent à réfléchir. Il faudrait organiser des réunions publiques pour les visionner, avec des arrêts sur image pour commenter, discuter... (*Enfin, le sujet émerge, pour le grand public !*)

Ou, le 16 mai, encore sur France 2, un **Théma** consacré à l'économie mondialisée du **coton**, documentaire d'Eric Orsenna. Nous montrant tour à tour le paysan malien qui cultive sur deux hectares un des plus beaux cotons du monde ; le propriétaire texan qui parvient tout juste à vivre de ses 600 hectares, car les subventions fédérales (condamnées par l'OMC, parce qu'elles « faussent le jeu normal du marché ») vont aux plus gros planteurs ; les pionniers brésiliens des fazendas tentaculaires qui inondent la Chine d'un coton génétiquement modifié, que le gène d'une araignée rendra bientôt infiniment résistant et flexible ; des usines textiles totalement automatisées au Brésil ; un ouvrier chinois de Datong qui produit mille paires de chaussettes en douze heures ; un patron vosgien qui espère s'en sortir avec le brevet miracle de « la mémoire des formes » (« plus besoin de repasser »). (*Télérama du 10 mai ; et aussi Eric Le Boucher, ultralibéral de choc, dans Le Monde des 7-8 mai, qui livre sa conclusion enthousiaste : « La mondialisation bouscule tout. Elle force à prendre la route. Elle ne tue que les immobiles ». On pourrait tirer un autre enseignement : si on ne régule pas le marché, on provoque de grands drames et de grandes souffrances.*)

La fin du pétrole bon marché

Le prix du **sucre** a presque doublé entre novembre et mai, passant de 260 à 492 \$ la tonne, niveau jamais atteint sur le marché de Londres. Pourquoi cette explosion ? Les ingénieurs ont depuis longtemps mis au point un carburant à partir de la canne à sucre, l'éthanol (l'alcool, tout simplement), qui complète l'essence. Premiers producteurs de canne à sucre, les Brésiliens sont devenus les champions de ce carburant merveilleux qui coûte et pollue moins. La moitié de leur production alimente les moteurs à explosion spécialement adaptés. « Dans 20 ou 25 ans, le Brésil sera la plus grande puissance énergétique de la planète », pronostique Lula, fier d'annoncer « nous avons atteint l'autosuffisance en pétrole ». (*Le Monde, 14-15 mai, et 25 mai*). Dans le même esprit, le gouvernement français fixe l'objectif de porter les biocarburants, d'ici 2015, à 10 % du volume de carburants, soit deux fois plus que les objectifs européens. Pour l'agriculture, la concurrence entre les besoins alimentaires et les besoins en carburant a commencé !... Se nourrir ou circuler, faudra-t-il bientôt choisir ?

Disparition des espèces : un amphibien sur trois fait partie des espèces en péril, un mammifère sur quatre (la fin des grands singes annoncée pour le milieu du siècle, les ours polaires désormais classés comme espèce menacée, l'hippopotame en danger...), un oiseau sur huit, un quart des conifères. (*Le Monde, 23 mai*). *Effrayant !*

Justice et mémoire

Rwanda : (*suite d'un article du n° 28*) Dès le début du génocide, la France, avec ses 190 parachutistes de l'opération Amaryllis, évacue les Européens, et avec eux tous les gros bonnets de l'appareil génocidaire ; elle reconnaît immédiatement un « gouvernement intérimaire » qui comprend les éléments « Hutu Power » des divers partis ; elle s'oppose à la demande de la Belgique aux Nations-Unies que soit étendu le mandat de la force internationale afin d'arrêter les massacres. Le 6 mai, l'ONU vote cependant une résolution en faveur du déploiement de 5 500 hommes... qui n'arriveront que trois mois plus tard, trop tard. En juin 1994, la France lance l'opération Turquoise. Mais à part 8 000 Tutsi protégés dans un camp, tous ceux qui se découvraient au passage des troupes françaises étaient tués aussitôt après : il n'y avait pas eu assez de véhicules pour les emmener tout de suite. Et les FAR ont pu se replier dans le Zaïre, emmenant avec elles un million de réfugiés, pas forcément volontaires.

Les estimations du nombre de victimes tutsi varient entre 800 000 et 1 500 000.

Quelques journalistes ont sauvé l'honneur de leur profession. Patrick de Saint-Exupéry (*Le Figaro*) porte des **accusations terribles sur le rôle de la France au Rwanda**. « Mais hélas, les Français s'intéressent plus au football et à la bagnole qu'aux violations des droits de l'homme ». (*Article de Fabrice Denjoy, La Révolution Proletarienne – 26 rue des Rosiers, 75004, Paris-, mars 2006, où on peut lire aussi, notamment, une réflexion sur le syndicalisme, à l'occasion des 100 ans de la Charte d'Amiens, par Stéphane Julien, et le récit de son itinéraire militant, par Jacques Faure.*)

Monde

Transport maritime : désormais, 80 % du commerce mondial s'effectue par voie maritime. **Il ne coûte que 2 à 3 € pour transporter un téléviseur** à écran plat et quelques centimes d'euros seulement pour une paire de chaussures. A l'origine de ce « miracle » ? Le conteneur, inventé il y a cinquante ans, chargé à toute vitesse sur d'immenses navires à Hong-Kong ou à Yantian, et déchargé, 20 jours plus tard et tout aussi rapidement, au Havre ou à Rotterdam. Un conteneur peut renfermer 350 téléviseurs ou 15 000 paires de chaussures. Les plus grands bateaux en comptent 8500. (*Le Monde, 17 mai, rendant compte de l'émission « complément d'enquête », 15 mai France 2.*)

L'émission aurait pu ajouter, comme explications au « miracle », outre le prix anormalement bas de l'énergie, la **déréglementation maritime**. **Le non-droit social règne**, les transports sous pavillon national sont désormais minoritaires. Les Etats recourent à des pavillons dits de second registre, qui sont en fait des pavillons de complaisance légaux ou non, bénéficiant de règles fiscales « souples », permettant de verser des salaires inférieurs au SMIC maritime. La situation est pire encore dans les navires immatriculés sous les pavillons de complaisance reconnus comme tels (Panama, Libéria, Malte, ...), navires qui constituent environ 50 % de la flotte mondiale (et sont responsables de 90 % des catastrophes maritimes...). (Source : note du Conseil scientifique d'ATTAC).

Tourisme : le tourisme est la première industrie mondiale avec des recettes frisant les 485 milliards d'euros en 2004, selon les chiffres de l'OMT, des recettes qui représentent 12 % du produit intérieur brut (PIB) de la planète. (*Le Monde, 25 mai, qui ajoute :*) « En 2020, pas moins de 1,6 milliard de touristes sillonneront le monde, alors qu'ils n'étaient que 592 millions il y a dix ans. » *C'est sans compter sur la hausse prévisible du prix du pétrole... qui mettra vite un frein à l'explosion du tourisme, même qualifié un peu vite de « durable »...*

Grippe aviaire : En Roumanie, un million de volailles vont être abattues après la découverte de nouveaux foyers. L'un de ces foyers compte 350000 poulets. En Indonésie, on observe une inquiétante poussée de grippe aviaire, 32 personnes en sont déjà décédées (sur 132 victimes en tout dans le monde). On commence à évoquer une transmission d'homme à homme. La FAO déclare avoir besoin de 308 millions de dollars pour financer la lutte contre l'épizootie, et n'en avoir reçu que 71. (*Le Monde, 16 mai, 24 mai, .*)

Chikungunya : La maladie a touché 258 000 personnes à La Réunion, et a été associée à 219 décès. Selon une équipe internationale de chercheurs, une mutation du virus, en été 2005, aurait permis son adaptation à un moustique, *Aedes albopictus*, qui n'en était pas le vecteur habituel. (*Le Monde, 24 mai*).

Chine : « Une entreprise énergétique chinoise a tenté d'acquiescer le groupe pétrolier américain Unocal, mais a dû renoncer devant l'opposition du Congrès. La Chine disposera sous peu de réserves en dollars de 1000 milliards, à peu près autant que ce dont disposent le Japon et les pays de l'OPEP. L'achat par la Chine de bons du Trésor américain a permis aux Etats-Unis de financer l'importation à grande échelle de produits chinois. Tôt ou tard, Pékin pourrait décider d'acheter en masse des actions américaines (...) sous la forme d'investissements directs dans des grandes entreprises, pouvant déboucher sur un actionariat majoritaire, voire sur une prise de contrôle effective. » (*Félix G. Rohatyn, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France, Le Monde, 12 mai*).

Russie : Le nouveau patron du nucléaire russe, Sergueï Kirienko, a annoncé un gigantesque plan de relance du nucléaire civil : 40 réacteurs doivent sortir de terre d'ici 20 ans. Or la Russie manque déjà d'uranium pour alimenter ses centrales actuelles. D'où l'offensive tous azimuts du Kremlin en direction de l'Asie centrale. Le Kazakhstan recèle des réserves très importantes (environ 1,3 million de tonnes de minerai) sur lesquelles la Russie aimerait bien remettre la main, alors que des groupes américains, canadiens et français y travaillent. En Ouzbékistan, Poutine soutient le président Karimov, qui a réprimé dans le sang il y a un an un soulèvement à Andijan. Au Kirghistan, la Russie veut réintégrer le complexe minier de Kara Balta dans la sphère d'influence du Minatom russe. (*Challenges, 24 mai*).

Union Européenne

Relancer l'Union européenne : « Il n'est plus acceptable que le budget européen reste inférieur au montant du seul budget français et plus de 40 % soient consacrés à la seule politique agricole commune. Une solution existe : la création d'une ressource fiscale autonome, assise par exemple sur l'énergie, pour renforcer les moyens et les ambitions de l'Union et préfigurer une indispensable harmonisation fiscale. (...) Il devient vital de viser une harmonisation par le haut, en fixant dans le domaine social des objectifs comparables à ceux du traité de Maastricht pour mettre en place l'euro. (...) Les décisions prises à l'OMC montrent que l'Europe, réduite à une position défensive, ne parvient pas à étendre la négociation aux standards sociaux, aux normes environnementales, aux parités monétaires, qui devraient pourtant faire partie d'une discussion visant à un juste échange international plutôt qu'à un libre échange ». (*Laurent Fabius, Le Monde, 23 mai*).

France

Clearstream : La fonction officielle de cet organisme est de servir de chambre de compensation pour les opérations de règlement-livraison de titres entre établissements financiers. C'est une mission indispensable pour faciliter les transactions de titres entre tous les établissements financiers. Ayant eu accès à une partie des listes des clients de Clearstream lors de ses recherches, le journaliste Denis Robert a pu montrer qu'il existait des comptes occultes. Bien entendu, même dans les listes non publiées, les personnes ou les sociétés apparaissent rarement sous leur vrai nom ; elles ont recours à des sociétés aux intitulés plus ou moins exotiques ou très "business" pour cacher les réels donneurs d'ordres des opérations. C'est parmi ces listes "occultes" qu'auraient été glissés les noms de personnalités françaises. A côté d'opérations relativement claires, correspondant aux compensations des opérations de règlement-livraison de titres (actions, obligations et autres types de titres), il apparaît donc que ces comptes non publiés joueraient le rôle essentiel de « banque notariale » dans la circulation de l'argent du crime, dans la dissimulation quasi parfaite des transactions financières internationales douteuses et qu'ils constitueraient un circuit vital dans l'alimentation des paradis fiscaux en argent de toute nature.

Il n'y aurait certainement pas d'« affaire Clearstream » aujourd'hui, si la société Clearstream faisait preuve de transparence et était soumise à contrôle. (*Repris d'un communiqué ATTAC*)

Mais au delà, l'affaire met en évidence les défauts d'une institution présidentielle aux pouvoirs sans partage ; l'affrontement de deux folles ambitions présidentielles, et la conviction que l'on peut tout se permettre, jusqu'à user à des fins privées des services de l'Etat, et que la Justice c'est pour les autres. Si même, contre toute vraisemblance, Dominique de Villepin n'est pas à l'origine de la machination, il aura au moins laissé circuler une information fautive assez longtemps pour nuire gravement à son rival. En retour, et dans le rôle de la victime remâchant sa vengeance, Nicolas Sarkozy a sans doute fait de même, en laissant ses adversaires s'enfoncer dans leur mensonge après qu'il en eut lui-même pris connaissance. (*Politix, 18 mai*).

Nucléaire : Dans le débat public concernant le futur réacteur EPR, la question de la sécurité est importante. Par exemple, résisterait-il à la chute d'un avion commercial ? Oui, répond EDF. Mais le document qui le « prouve » est classé secret-défense. Pour s'être procuré ce document, Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau sortit du nucléaire, a été retenu 14 heures en garde à vue. Ce qui a suscité l'indignation du président de la Commission particulière du débat public EPR, qui souligne « la nécessité de pouvoir accéder aux documents d'expertise pour permettre une véritable démocratie participative en accord avec la convention d'Aarhus, ratifiée par la France ». Et selon une étude réalisée à la demande de Greenpeace, l'étude d'EDF est fautive : elle se fonde sur la chute d'un avion militaire, beaucoup moins lourd qu'un avion de ligne ; elle minimise les conséquences de l'incendie du carburant en cas de chute ; elle néglige l'effet qu'un tel accident aurait sur les dépôts de déchets radioactifs situés à côté du réacteur. (*Le Monde, 23 mai*).

Eau : la nouvelle loi n'incite pas les utilisateurs à réduire les pollutions. L'Union européenne s'est fixée, en 2000, l'objectif d'atteindre en 2015 un bon niveau chimique et biologique des eaux. La France est loin du compte : l'Institut français de l'environnement observe une contamination généralisée par les pesticides et les nitrates d'origine agricole. Si aucune mesure nouvelle n'est prise, seul un quart des masses d'eau atteindra un bon résultat en 2015, selon le professeur J-C Lefeuvre.

Malgré cela, les députés ont renoncé, dans la loi sur l'eau qu'ils viennent d'adopter, à imposer une redevance sur la pollution azotée, qui figurait dans les diverses versions du projet de loi. André Chassaigne (PS) a appelé à « ne pas oublier la responsabilité de la politique agricole commune, qui a imposé une agriculture productiviste, et les problèmes de survie auxquels se heurtent les agriculteurs » . (*Le Monde, 20 mai*).

Immigration « choisie » : Sous couvert d'« immigration choisie », se met en place, avec la loi « immigration et intégration », en cours de discussion au Parlement, tout un arsenal juridique répressif bafouant les droits des étrangers et répondant à une logique économique qui favorise le dumping social. L'abrogation de la régularisation de plein droit des sans-papiers après dix ans, par exemple, va aboutir « à les condamner à la clandestinité perpétuelle, livrant des gens corvéables aux réseaux de travail illégal et aux marchands de sommeil », souligne J-C Lagarde, député UDF. (*Politis 27 avril, Le Monde, 7-8 mai*).

« L'immigration dite choisie est trop souvent un vol de cerveaux et de technicité. Présidant un jury destiné à assurer des postes à des médecins non européens, j'ai été confronté à un candidat brillant venant d'un pays africain sudsaharien. Ce candidat, chaudement recommandé par son patron avec lequel il travaillait en gynéco-obstétrique, était décidé à rester et à pratiquer en France... Dans son pays, de plusieurs millions d'habitants, seuls quatre praticiens exercent cette spécialité. Quand on sait qu'en cas d'accouchement difficile la présence d'un obstétricien de qualité peut sauver de nombreuses femmes et des nouveaux-nés, la conclusion est facile à dégager ». (*Pr Marcel-Francis Kahn, courrier des lecteurs, Le Monde, 18 mai*).

Ascension sociale : André Labarrère, maire de Pau, ancien ministre, est décédé. Il était né en 1928, d'une mère crémère aux halles et d'un père chauffeur de taxi. (*Le Monde, 18 mai*). *De tels exemples seraient-ils possibles aujourd'hui ? Poser la question, c'est y répondre.*

Affaires (juteuses) : les sociétés du CAC 40 vont verser 30 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires (soit 36 % de leur bénéfice net. (*Le Monde, 16 mai*).

Ile-de-France

L'**agglomération** parisienne, constituée de Paris et des 79 communes les plus proches, concentre 47 % de la population francilienne, sur 4% du territoire de la région, mais aussi 60 % des **emplois** et 90 % des déplacements de la région. Paris, à l'étroit dans ses 105 km², ne peut régler ses problèmes de **transports**, de **logements**, ni assurer son rayonnement économique sans rechercher des accords avec les villes qui l'entourent. La gauche parisienne souhaite créer une structure informelle, la gauche régionale est pour le moins réservée, la droite défend une solution plus institutionnelle avec des transferts de compétence. (*Le Monde, 24 mai*).

Hauts de Seine

Le tunnel le plus cher de France. Nicolas Sarkozy, président du conseil général, rêve de faire passer les voitures sous Neuilly-sur-Seine. Le coût du projet frise le milliard d'euros (autant que les crédits routiers investis par l'Etat et la région en Ile-de-France entre 2000 et 2006 !). Le tunnel ferait gagner entre 30 secondes et une minute, selon le directeur de la DDE, qui admet : « ce tunnel ne va pas assurer la fluidité du trafic dans l'Ouest parisien ». Le maire de Neuilly rêve d'une fastueuse esplanade bordée d'arbres et engazonnée, avec des commerces, des parkings, des salles de spectacle en sous-sol... mais il n'entend pas financer le tunnel : « c'est à l'Etat, à la région et au département de payer », dit-il. (*Le Monde, 19 mai*). *Et pendant ce temps, les transports en commun en région parisienne ont 50 ans de retard : il faut une heure et demie en bus pour aller de Nanterre à Genevilliers ! ...*

A l'inverse de ces rêves pharaoniques, qui visent à apporter encore un peu plus de confort aux plus privilégiés, la Ville de **Nanterre** prend sa part de la **lutte contre le changement climatique**. (*Cela aurait pu figurer parmi les « Bonnes nouvelles »*).

Elle a entrepris un « bilan carbone » des services municipaux : il s'agit d'identifier les principales sources d'émission de gaz à effet de serre (quantifiées en « Tonnes d'équivalent carbone »). L'étude montre que ce sont, et de loin, le chauffage et l'électricité, puis les déplacements des agents.

Puis elle a dégagé plusieurs axes de travail : optimisation des consommations pour le chauffage et l'éclairage ; plan de déplacement administration (avec réflexion sur les services télématiques) ; sensibilisation des agents municipaux, saisonnalité des menus au self municipal, critère environnemental dans les marchés de fournitures.

Elle s'est engagée dans la rénovation du parc des chaudières, elle a lancé une expérience de cogénération (chauffage d'un gymnase et d'un groupe scolaire), une expérimentation HQE « haute qualité environnementale » (architecture à orientation bioclimatique, puits canadien, ...), l'amélioration des performances des bâtiments et des installations (rénovation des façades d'un groupe scolaire, récupération des eaux de pluie, pour la pelouse et les toilettes du stade, ...).

Les premières actions ont amené une économie de la consommation d'énergie de 6,6% entre 2002 et 2003, et de 4 % supplémentaires entre 2003 et 2004.

Une des préoccupations de la municipalité : comment encore mieux communiquer avec la population sur cette question ?

Courrier des lecteurs : P. B. : Merci pour tes lettres fort intéressantes quoique je ne partage pas toutes les idées: mon cursus personnel, ma carrière professionnelle dans le privé et mon implication depuis 6 ans au sein d'Intermines-Carières pour aider les Mineurs en recherche d'emploi me font voir les choses d'une façon très différente.

Attac-Montrouge vous invite à une réunion publique, gratuite et conviviale le

Mercredi 14 juin, à 20 H 30,

sur le thème :

« L'altermondialisme dans le monde »,

au 173 bd Gabriel Péri, à Malakoff (juste de l'autre côté de l'avenue Pierre Brossolette).

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance,

indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.